**CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICES**

**CSN 1608**

**Numéro de référence :** *XXX/DOE/AFR/Agence de Dakar/2023/03*

**ENTRE :**

**L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT (AFD),**

Etablissement situé 15 avenue Nelson Mandela, DAKAR, SENEGAL, représenté par M. Mihoub Mezouaghi en sa qualité de directeur agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés à cet effet,

Ci-après dénommée l’«**AFD**» d'une part,

**ET**

**,**

dont le siège est à XXX immatriculé(e) au RCS de XXX sous le numéro SIREN XXX représenté(e) par monsieur XXX, habilité(e) aux fins des présentes par décision en date du XXX,

Ci-après dénommée le «**Prestataire**» d'autre part.

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement la (ou les) « Partie(s) ».

**IL EST PREALABLEMENT EXPOSE :**

L’Agence française de développement (AFD) est un établissement public industriel et commercial relevant de la loi bancaire, en tant qu’institution financière spécialisée.

Elle est chargée, dans le cadre du dispositif public d’aide au développement, de financer, par des prêts à long terme et/ou des subventions, le développement économique et social de près de 80 pays en voie de développement et des collectivités d’Outre-mer.

Elle s’est dotée d’une charte éthique consultable sur son site [www.afd.fr](http://www.afd.fr).

Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes d’appui au développement de la formation professionnelle au Sénégal (PADES et PADES-RR), et du suivi des portefeuilles Transport et Industries culturelles et créatives (ICC) de l’agence de Dakar, l’AFD confie au Prestataire, qui l’accepte, la réalisation d’une mission de coordination de la mise en œuvre d’une action AFD dans le cadre d’une Team Europe Initiative (TEI) : Formation Professionnelle et Emploi – Horizon JOJ 2026.

Le présent contrat (ci-après, le « Contrat ») a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles le Prestataire sera amené à fournir ces prestations à l’AFD.

Par ailleurs, afin de promouvoir un développement durable, les Parties ont chacune admis la nécessité d’encourager le respect de normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l’Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l’environnement.

**CECI EXPOSE IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

1. **DEFINITIONS**

Les termes et expressions dont la ou les premières lettres est (sont) en majuscule(s) auront pour les besoins du Contrat la signification suivante :

**Acte de Corruption :**

Désignent les infractions visées par les articles 156, 157, 158 et 159 à 163 du code pénal du Sénégal.

**Annexe**:

Désigne toute annexe du Contrat. Les Annexes font partie intégrante du Contrat.

**Entente :**

Désigne les actions concertées, conventions, ententes expresses ou tacites ou coalitions, y compris par l’intermédiaire direct ou indirect d’une société du groupe implantée dans un quelconque pays, au sens de la loi 94-63 du 22 Aout 1994 sur le prix, la concurrence et le contentieux économique ainsi que le règlement N°002/2002/CM/UEMOA sur les pratiques anticoncurrentielles au sein de l’UEMOA, lorsqu’elles ont pour objet ou peuvent avoir pour effet d’empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu’elles tendent à :

* Limiter l’accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d’autres entreprises ;
* Faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ;
* Limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ;
* Répartir les marchés ou les sources d’approvisionnement.

**Informations Confidentielles :**

Désigne :

* Toutes informations, données, documents de toute nature et quelle que soit leur forme ou leur support, y compris, sans que cela soit limitatif, tout écrit, note, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou contenu des données stockées sur une clé USB, spécifications, chiffre, graphique, communiqués par l’AFD et/ou les ministères en charge de la Formation professionnelle, des Transports et de la Culture au Prestataire dans le cadre du Contrat, ainsi que de l’Union européenne et du COJOJ ;
* Le Contrat (y compris toute information obtenue à l’occasion de sa négociation et/ou de son exécution) et plus généralement toute information ou document que le Prestataire pourrait avoir obtenus, directement ou indirectement, par écrit ou par tout autre moyen, de l’AFD et/ou du Ministère de l’éducation nationale pour les besoins ou à l'occasion du Contrat, incluant sans limitation toutes informations techniques, commerciales, stratégiques ou financières, études, spécifications, logiciels, produits ;
* Le Prestation (y compris les rapports, travaux, études réalisés au titre de la Prestation) et toute information y relative.

**Prestation**

Désigne l’ensemble des tâches, activités, services, livrables et prestations devant être réalisés par le Prestataire en vertu du Contrat.

1. **OBJET DU CONTRAT ET PIECES CONTRACTUELLES**

2.1 OBJET DU CONTRAT

Le Contrat a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Prestataire s’engage à fournir ses services à l’AFD, dans le cadre du suivi du projet sus-mentionné, de manière indépendante, la Prestation étant plus précisément décrite en Annexe 1 (termes de références). La Prestation doit être effectuée et organisée dans le respect des stipulations figurant dans le Contrat et les Annexes.

2.2 PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Le Contrat ;

Les termes de référence de la mission (Annexe 1) ;

Proposition commerciale (Annexe 2) ;

La feuille de temps (Annexe 3) ; et

Responsabilité Sociale et Environnementale (Annexe 4).

En cas de divergence entre les différents documents, prévaudront par ordre : le Contrat, les termes de référence, le document intitulé « Responsabilité Sociale et Environnementale » et la proposition commerciale.

1. **EXECUTION DE LA PRESTATION**

La mission du Prestataire consistera à apporter une assistance technique à l’AFD pour le suivi en exécution de la délégation de fonds de l’Union Européenne dans le secteur de la formation professionnelle (métiers de la Mobilité et de la Culture). Le détail de la prestation attendue figure à l’Annexe 1. Il est entendu que la mission du Prestataire pourra être élargie à toute autre tâche afférentes au projet en question.

3.1. MOYENS A METTRE EN ŒUVRE

Le Prestataire devra apporter, dans le cadre de l’exécution du Contrat, tout son savoir-faire et ses compétences pour la réalisation de la Prestation.

Le Prestataire devra exécuter la Prestation de manière professionnelle.

3.2. LIEUX D’EXECUTION DE LA PRESTATION

Le lieu d’exécution de la Prestation est l’agence AFD de Dakar, 15 avenue Nelson Mandela. Certains jours/hommes seront à effectuer, de manière ponctuelle ou régulière dans d’autres services situés à Dakar et/ou Diamniadio selon les besoins du suivi du projet.

Compte tenu de la nature des tâches confiées au Prestataire, ce dernier sera soumis aux horaires de travail et au règlement en vigueur pour le personnel de l’agence de Dakar.

Toutefois, en fonction des besoins, le prestataire peut être appelé à effectuer des déplacements dans la région de Dakar ou des missions dans les autres régions du Sénégal.

3.3. CALENDRIER D’EXECUTION DE LA PRESTATION

L’AFD, dans le cadre de la programmation périodique du projet bénéficiant de ladite délégation de l’union européenne, définira avec le Prestataire un calendrier des activités de suivi à mener et les livrables associés.

Le Prestataire s’engage à réaliser ses prestations selon le calendrier qui aura été fixé en collaboration avec l’AFD sous peine de résiliation de plein droit, et sans indemnités, du Contrat aux torts du Prestataire, sauf dans les cas où :

* Le travail ne peut commencer à la date prévue ou ne peut se dérouler de la façon convenue pour raison imputable à l’AFD et/ou aux partenaires institutionnels du projet ;
* Des modifications ou des compléments sont demandés par l’AFD ;
* Le Prestataire annule/reporte une mission nécessaire à la Prestation devant être effectuée dans une zone à risque, pour des raisons de sécurité.

3.4. SUIVI DE REALISATION DE LA PRESTATION

Le Pôle SOC-CIT-PAT est le correspondant du Prestataire pour le suivi contractuel. Les coordonnées du Pôle Développement Humain sont les suivantes : Antoine BELOSSELSKY - [belosselskya@afd.fr](mailto:belosselskya@afd.fr) - et Arnaud GARCETTE – [garcettea@afd.fr](mailto:garcettea@afd.fr) - Agence Française de Développement au Sénégal, 15 avenue Nelson Mandela, BP 475 – CP18254, Dakar, Sénégal.

Le Prestataire s’engage à tenir compte de toute recommandation et à apporter les modifications demandées, dans le respect du Contrat et de ses Annexes.

3.5. LIVRABLES

Le Prestataire devra avoir la souplesse nécessaire pour s’adapter et fournir des services selon les besoins dans le cadre de l’exécution du projet financé par délégation de l’UE et des tâches afférentes. Sans être exhaustifs, les livrables suivants seront attendus de sa part :

* une note de démarrage présentant la compréhension de la mission et l’analyse de l’état d’avancement des deux projets;
* un rapport mensuel des activités du Prestataire concernant l’appui au pilotage et au suivi du projet (et à d’éventuels autres tâches afférentes), se concentrant sur l’état d’exécution des projets avec un tableau de bord des activités (réalisées et à réaliser), les difficultés et points d’attention ;
* les documents de reporting exigés par l’UE (de manière exhaustive : rapport semestriel, rapport annuel et rapport de fin d’exécution du projet) ;
* les comptes rendus des différentes rencontres concernant le projet ou autres projets connexes, auxquelles participera le Prestataire;
* toute note ou point de situation qui pourra aider utilement des décisions, avis ou conseil des partenaires institutionnels concernés (UE, LuxDev et institutions de mise ne œuvre) et de l’AFD s’inscrivant dans le cadre de l’exécution du projet  ;
* un rapport de fin de mission présentant les résultats de la mission (les produits et services fournis), les difficultés rencontrées et les recommandations pour la suite.

1. **REMUNERATION ET FRAIS DU PRESTATAIRE**

4.1. REMUNERATION

En rémunération de la bonne exécution de la Prestation au titre du Contrat, l’AFD versera au Prestataire la contrevaleur en euros, à la date d’émission de la facture, de XXX Euros (XxX EUR) HT par jour travaillé.

Compte tenu du besoin de l’AFD, la prestation s’effectuera sur la base de quatre-cent (400) jours sur une période de vingt-quatre (24) mois. Une extension de la prestation au-delà de cette période sera possible avec l’accord des deux parties.

Ce prix est ferme et non révisable pendant toute la durée du Contrat. Ce prix est réputé complet ; il comprend notamment toutes les charges fiscales et parafiscales frappant obligatoirement la Prestation.

4.2. FRAIS

* Frais de déplacements dans la région de Dakar :

Le prestataire aura des déplacements réguliers dans la région de Dakar pour assurer sa mission. Pour ces déplacements, l'Agence mettra à la disposition du Prestataire ses véhicules avec chauffeurs. Dans le cas où un véhicule AFD ne pourrait être disponible, le consultant se fera rembourser les frais de transport correspondant au réel sur justificatif au moment de sa facturation.

* Frais de déplacements hors de la région de Dakar :

En cas de déplacements hors de la région de Dakar, l’AFD validera au préalable le déplacement et remboursera sur présentation de justificatifs le transport et les nuits d’hôtels (plafond de quatre-vingt-cinq mille francs (85 000FCFA)) et versera au Prestataire une indemnité journalière égale à la contrevaleur en Francs CFA, à la date d’émission, de cinquante euros (50 EUR).

* Frais divers

L’AFD tient à disposition un budget au titre des frais divers, notamment pour l’organisation d’événements type séminaires ou ateliers liés aux activités suivis. L’agence validera au préalable le type de dépenses et leur budget, et pourra préfinancer ou rembourser les dépenses engagées.

4.3. MONTANT MAXIMUM DES SOMMES VERSEES AU TITRE DU CONTRAT

La somme totale des paiements effectués au titre du présent Contrat (renouvellement et frais divers inclus) ne pourra pas excéder la somme de XXX Euros (XXX EUR).

4.4. MODALITES DE PAIEMENT

Les paiements au Prestataire se feront par virements bancaires sur le compte du Prestataire dont les coordonnées sont les suivantes :

* Nom du teneur du compte :
* Banque :
* Agence de :
* Adresse :
* Numéro de compte (avec clé d'identification) :

Les paiements seront effectués mensuellement sur présentation d'une facture accompagnée de la feuille de temps. Les factures seront établies en deux (2) exemplaires originaux et en français.

Les factures devront être accompagnées des justificatifs pour les dépenses diverses et adressées à l’Agence française de développement au Sénégal, 15 avenue Nelson Mandela – BP 475 – Dakar.

Les paiements seront effectués dans un délai maximum de 45 jours après la réception de la facture et des documents indiqués ci-dessus sous réserve de la remise de la feuille de temps et des livrables associés à la période de la prestation objet de la facture.

1. **PROPRIETE INTELLECTUELLE**

5.1. CESSION DES DROITS D’AUTEUR

Le Prestataire cède à titre exclusif à l’AFD les droits sur la Prestation, ainsi que tout élément qui en est constitutif de façon partielle ou intégrale. Il cède irrévocablement à l’AFD, à titre exclusif pour le monde entier et pour la durée légale des droits d’auteurs, les droits d’exploitation, de représentation et de reproduction et d’adaptation à des fins commerciales et/ou non commerciales qu’il détient ou détiendra sur les rapports, travaux, études et documents réalisés au titre de la Prestation (ci-après la « Cession »).

Plus précisément, la Cession comprend les droits :

1. D’utiliser, reproduire, conserver, distribuer, communiquer, exécuter, traduire, exploiter, diffuser, représenter la Prestation ;

2. A des fins promotionnelles, commerciales ou non commerciales, publiques ou privées et notamment mais sans que cette liste soit exhaustive à l’occasion d’expositions, d’opérations d’information ou de relations publiques ;

3. De façon partielle ou intégrale sur tout support, actuel ou futur, et notamment support papier, optique, numérique, magnétique ou tout autre support informatique, électronique ou de télécommunication.

La Cession est réalisée au fur et à mesure de la réalisation des rapports, travaux, études et documents réalisés par le Prestataire au titre de la Prestation.

Le Prestataire reconnaît également à l’AFD le droit de transférer à tout tiers son droit d'utilisation des rapports, travaux, études et documents réalisés par le Prestataire dans le cadre du Contrat.

5.2. GARANTIES DE LA CESSION

Pendant toute la durée de la Cession, le Prestataire (i) s'engage à ne pas diffuser la Prestation sous quelque support que ce soit sans l’accord de l’AFD et (ii) garantit la jouissance paisible de la propriété des droits ainsi cédés à l’AFD contre tous troubles, revendications et évictions de quelque nature que ce soit. Il garantit en particulier avoir régulièrement acquis l’intégralité des droits, notamment de propriété intellectuelle, nécessaires à la Cession.

En conséquence, le Prestataire garantit l’AFD contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit de propriété notamment intellectuelle ou un acte de concurrence et/ou parasitaire auquel la Cession porterait atteinte.

Le Prestataire garantit que la Prestation ne contient rien qui puisse constituer une violation des lois et règlements en vigueur, en particulier relativement à la diffamation et à l'injure, à la vie privée et au droit à l'image, à l'atteinte aux bonnes mœurs, à la contrefaçon ou au plagiat.

5.3. REMUNERATION DE LA CESSION

Le prix de la Cession est inclus de façon forfaitaire et définitive dans la rémunération décrite à l’article 4 du Contrat. Le Prestataire reconnait qu’il en a connaissance et ne pourra réclamer aucune somme complémentaire au titre de la Cession.

1. **DECLARATIONS ET OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE**

6.1. DECLARATIONS DU PRESTATAIRE

Les autorisations nécessaires au titre du Contrat et les assurances relatives à la Prestation seront à la charge du Prestataire. Le Prestataire déclare qu’il souscrira et maintiendra une assurance couvrant l’ensemble des risques liés à l’exécution de la Prestation. Le Prestataire fournira à l’AFD, sur demande de cette dernière, la ou les attestations d’assurance correspondantes.

Le Prestataire déclare :

* Qu'il a obtenu des autorités compétentes toutes les autorisations nécessaires pour exercer son activité dans son pays d’origine ou le pays où la prestation doit être réalisée ;
* Qu'il a toutes les autorisations nécessaires à la validité du Contrat et à l’exécution des obligations en découlant.
* Que le Personnel est employé par lui conformément à la réglementation du travail qui lui est applicable.

Le Prestataire s’engage à respecter toutes les lois et réglementations applicables en matière de sécurité dans le cadre des Prestations. Le Prestataire sera responsable de la sécurité de son personnel.

L’AFD n’est pas responsable de la sécurité du personnel du Prestataire, des procédures de sécurité du Prestataire et de la gestion de la sécurité du personnel du Prestataire.

Le Prestataire est seul responsable de la sécurité des personnes physiques ou du personnel des personnes morales auxquelles il confierait ou déléguerait, de quelque manière que ce soit, tout ou partie de la réalisation des Prestations. L’Agence n’est pas responsable des procédures de sécurité et de la gestion de la sécurité de ces personnes et de leur personnel.

Le Prestataire s’engage, pendant toute la durée de la réalisation de la prestation et préalablement à tout déplacement de son personnel, à s’informer auprès de l’Ambassade de France sur les risques encourus. Il s’engage à ce que les personnes physiques ou morales intervenant pour son compte dans le cadre de la réalisation des Prestations respectent cette même obligation d’information.

Lorsque la (les) zone(s) de mise en œuvre du Projet fait (font) ou devient l’objet d’une classification en zone rouge par le Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères, le Prestataire s’engage à transmettre, avant l’intervention dans cette (ces) zone(s) de son personnel son plan de sécurité à (aux) l’Ambassade(s) de France du (des) pays concerné(s) ou, si c’est applicable, aux autorités consulaires ou locales compétentes en regard de leur nationalité.

Le Prestataire s’engage, pendant toute la durée de la réalisation de la prestation, à respecter et à faire en sorte que les personnes physiques ou morales auxquelles il déléguerait ou confierait tout ou partie de la réalisation des Prestations respectent en toute occasion les consignes de sécurité émises par le Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères ou, si c’est applicable, aux autorités consulaires ou locales compétentes en regard de leur nationalité. Ils sont seuls responsables de la décision d’annuler ou de maintenir les déplacements envisagés, après l’obtention des informations susmentionnées quant aux risques encourus.

6.2. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Conformément aux articles L 8222-1 et D 8222-5 du Code du travail le Prestataire doit fournir à la signature du Contrat, puis tous les six (6) mois, et ce jusqu’à la fin de l’exécution du Contrat les documents suivants :

* Un extrait de l’inscription au registre du commerce et des sociétés **ou** une copie de la carte d’identification justifiant de l’inscription au répertoire des métiers **ou** un récépissé du dépôt de déclaration auprès d’un centre de formalité des entreprises;

En application de l’article L 8222-6 du Code du travail, l’AFD se réserve la possibilité d’infliger une pénalité au Prestataire qui ne s’acquitterait pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du Code du travail relatives au travail dissimulé par dissimulation d’activité et dissimulation d’emploi salarié.

Dans ce cas, le montant des pénalités applicables :

* Est au plus égal à 10% du montant du contrat ;
* Et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du Code du travail.

Si l’AFD est informée par écrit que le Prestataire ou un sub délégataire est en irrégularité au regard des formalités exigées, elle mettra en demeure celui-ci par lettre recommandée avec AR de faire cesser cette situation sans délai.

Le Prestataire mis en demeure doit apporter la preuve qu’il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut de régularisation, l’AFD pourra soit appliquer les pénalités contractuelles soit rompre le Contrat sans indemnité, aux frais et risques du Prestataire.

6.3. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Le Prestataire s’engage, pendant la durée du Contrat et pendant une période de cinq (5) années suivant le terme du Contrat, à ce que les Informations Confidentielles :

* Soient protégées et gardées strictement confidentielles, et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu’il accorde à ses propres informations confidentielles de même importance ;
* Ne soient pas utilisées dans un autre but que celui défini par le Contrat.

Nonobstant le paragraphe ci-dessus, les informations relevant du secret professionnel et du secret bancaire doivent être gardées confidentielles jusqu’à ce que le secret y relatif soit levé.

Le Prestataire s’engage par conséquent à ne pas divulguer, directement ou indirectement, en partie ou en totalité, les Informations Confidentielles sans accord exprès, préalable et écrit de l’AFD, à tenir confidentiel tout renseignement ou tout document obtenu dans le cadre du Contrat et à ne pas faire de communication à des tiers sur les missions qui lui sont confiées sans autorisation préalable, expresse et écrite de l’AFD.

En fin de Contrat le Prestataire s’engage à restituer intégralement les documents fournis.

6.4. POUVOIRS DU PRESTATAIRE

Le Prestataire ne dispose d’aucun pouvoir pour agir au nom et pour le compte de l’AFD ou pour engager cette dernière, sauf mandat exprès et spécial qui lui serait accordé par l’AFD au cas par cas. L’AFD reste seule juge des éventuelles décisions à prendre sur les propositions qui lui seront soumises par le Prestataire à l'issue de la Prestation.

6.5. CLAUSE D’INTEGRITE

Le Prestataire déclare et s’engage à :

* n’avoir commis aucun acte susceptible d’influencer le processus de mise en concurrence et notamment qu’aucune Entente n’est intervenue et n’interviendra ;
* ce que la négociation, la passation et l’exécution du Contrat n’ont pas donné, ne donnent pas et ne donneront pas lieu à un acte de corruption.

6.6. DEVELOPPEMENT DURABLE

L’AFD attache une grande importance au respect des dispositions en faveur du développement durable, dans ses aspects tant sociaux qu’environnementaux.

En conséquence, le Prestataire s’engage à respecter les dispositions définies en Annexe 3.

6.7. DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de la Prestation, le Prestataire sera éventuellement amené à traiter, au nom et pour le compte de l’AFD, des informations relatives à des personnes physiques identifiées ou identifiables, (ci-après « les Données »), considérées comme des données à caractère personnel, au sens de la Politique de protection des données personnelles du groupe AFD (ci-après « la Politique »). Dès lors, le Prestataire agirait en qualité de « sous-traitant » de l’AFD, au sens de la Politique.

Aussi, le cas échéant, conformément à la Politique, le Prestataire s’engage à :

* ne pas utiliser les Données à des fins autres que celles nécessaires à la mise en œuvre de la Prestation et à ne faire aucune copie des Données autrement que dans le strict cadre de l'exécution du Contrat,
* respecter le principe de pertinence et de proportionnalité des données personnelles traitées et, par conséquent, à ne collecter/traiter que les Données strictement nécessaires à la fourniture des Prestations. En tout état de cause, le Prestataire s’engage à n'agir que sur instructions écrites et préalables de l’AFD laquelle pourra, spontanément ou à la demande du Prestataire, préciser par écrit les catégories de données personnelles susceptibles de faire l’objet d’un traitement pour l’exécution de la Prestation,

1. **OBLIGATION DE L’AFD**

Pour permettre au Prestataire de mener à bien son travail, l’AFD veillera à :

* mettre à la disposition du Prestataire tous les éléments qu’elle détient et nécessaires à la connaissance du problème en vue de la réalisation de la Prestation ;
* mettre à la disposition du Prestataire, quand cela est possible, un véhicule de l’agence pour les déplacements dans la région de Dakar ;
* faciliter la prise de contact du Prestataire avec les personnes de l’AFD concernées par la Prestation ;
* mettre à la disposition du Prestataire un ordinateur avec une adresse mail AFD au nom du prestataire.

1. **ENTREE EN VIGUEUR – TERME DU CONTRAT**

Le Contrat entrera en vigueur à compter de sa signature par les Parties. La Prestation débutera à compter du 15/11/2021 et prendra fin le 14/11/2022. Elle pourra faire l’objet d’une extension après accord des deux parties et la limite du montant maximum du contrat fixé à l’article 4.3.

Le Contrat pourra également prendre fin du fait de la résiliation de ce dernier par l’une des Parties dans les cas et suivant les modalités prévues à l’article 9 du Contrat.

Les stipulations de l’article 5 (Propriété Intellectuelle), de l’article 6.2 (Confidentialité), et de l’article 12 (Loi Applicable – Juridiction) continueront à s’appliquer après l’expiration du Contrat.

1. **RESILIATION DU CONTRAT**

9.1. RESILIATION POUR CONVENANCE

L’AFD pourra, à tout moment, résilier le Contrat en notifiant sa décision à l’autre Partie au moins 30 (trente) jours à l’avance et par lettre recommandée avec AR, sans indemnité pour l’autre Partie.

Dans ce cas, elle remboursera au Prestataire les dépenses exposées par ce dernier jusqu’à la date de la résiliation et elle lui paiera, le cas échéant, le montant correspondant à la partie de la Prestation réalisée.

9.2. RESILIATION EN CAS DE MANQUEMENT NON IMPUTABLE AUX PARTIES

Dans l’hypothèse où, pour des raisons de sécurité, une/des missions(s) nécessaires et comprises dans la Prestation située(s) dans une zone potentiellement à risque devai(en)t être annulée(s), cette annulation compromettant l’exécution de la Prestation dans les termes du Contrat, chacune des Parties pourra résilier le Contrat en notifiant sa décision à l’autre Partie au moins 8 (huit) jours à l’avance et par lettre recommandée avec AR, sans indemnité pour l’autre Partie.

Dans ce cas, l’AFD remboursera au Prestataire les dépenses exposées par ce dernier jusqu’à la date de la résiliation et lui paiera, le cas échéant, le montant correspondant à la partie de la Prestation réalisée.

9.3. RESILIATION POUR MANQUEMENT

Le Contrat pourra être résilié de plein droit par l'une des Parties par lettre recommandée avec avis de réception, en cas de manquement de l'autre Partie à l'une quelconque de ses obligations au titre du Contrat, non réparé dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'envoi d'une mise en demeure, par lettre recommandée avec avis de réception, de réparer ledit manquement. Toute résiliation pourra être prononcée sans préjudice de tous dommages-intérêts qui pourraient être réclamés en sus par la Partie victime du manquement.

La résiliation du Contrat par l’AFD se fera sans indemnisation et n’affectera pas la faculté pour l’AFD de se prévaloir des droits et obligations nés avant la date de résiliation.

9.4 RESILIATION POUR FORCE MAJEURE

Si un cas de force majeure, tel que défini par la jurisprudence des tribunaux français, empêche le Prestataire d’exécuter ses obligations et se poursuit au-delà de un (1) mois à compter de sa survenance, le Contrat pourra être résilié de plein droit par l’AFD, par simple notification adressée au Prestataire, sans indemnité pour le Prestataire ni préavis.

9.5 Dans tous les cas de résiliation prévus à l’article 9 du Contrat:

* Tous les droits et obligations des parties cesseront de plein droit sauf les droits et obligations nés avant la date de résiliation, et notamment les droits relatifs à la propriété intellectuelle (i) et les obligations de confidentialité (ii) ;
* Dans tous les cas, le Prestataire devra, dès la réception de la notification de résiliation, remettre à l’AFD les travaux réalisés à la date de résiliation et tous les documents, équipements ou/et matériels qui auront été mis à sa disposition.

1. **REDEVANCES – TAXES – IMPOTS**

Toute redevance, taxe, impôt et/ou autres droits ou retenues, de quelque nature que ce soit, qui seraient dus relativement à la conclusion, l’exécution ou la prorogation du Contrat sont à la charge exclusive du Prestataire.

1. **DIVERS**

La Prestataire ne pourra céder aucun de ses droits et/ou obligations au titre du Contrat sauf accord exprès et préalable de l’AFD.

Toutes notifications, rapports et autre communications relatifs au Contrat seront délivrés ou envoyés aux domiciles respectifs des Parties mentionnés en tête des présentes. Ils deviendront effectifs à la réception à cette adresse ou à toute nouvelle adresse dûment notifiée par écrit à l’autre partie.

Toute modification des termes et conditions du Contrat, y compris les modifications portées à la nature ou au volume de la Prestation ou au montant du Contrat, devra faire l’objet d’un accord écrit des Parties.

Les originaux du Contrat sont établis et signés en langue française. Si une traduction en est effectuée, seule la version française fera foi en cas de divergence d'interprétation des dispositions du Contrat ou en cas de litige entre les Parties.

1. **SECURITE**

Le Prestataire s’engage à respecter toutes les règles, lois et réglementations applicables en matière de sécurité et à prendre les mesures qui lui incombent pour assurer la sécurité de son personnel dont il est seul responsable.

L’AFD n’est pas responsable de la sécurité des personnes physiques ou du personnel des personnes morales auxquelles le Prestataire confierait ou déléguerait, de quelque manière que ce soit, tout ou partie de la réalisation de la/les Prestation(s).

Pendant toute la durée de la réalisation de la/les Prestation(s), et notamment préalablement à tout déplacement de son personnel, le Prestataire s’engage à s’informer auprès de(s) l’Ambassade(s) de France du/des pays concerné(s) sur les risques sécuritaires encourus et à en faire bon usage ainsi qu’à faire en sorte que les personnes physiques ou morales intervenant pour son compte dans le cadre de la réalisation de la/les Prestation(s) en fassent tout autant.

Lorsque la/les zone(s) de mise en œuvre de la Prestation devient/deviennent l'objet d'une classification en zone orange ou rouge par le Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères en cours d'exécution du contrat, le Prestataire s'engage à suspendre ses activités dans la/les zone(s) de mise en œuvre de la Prestation, sauf autorisation expresse des autorités et organismes habilités.

Le Prestataire est seul responsable de la décision d’annuler ou de maintenir les déplacements envisagés après obtention des informations ci-dessus mentionnées.

1. **SUSPENSION DU CONTRAT**

13.1. En cas de risque d’atteinte grave et imminente à l’intégrité physique de sa personne, le Prestataire peut décider, sans notification préalable, de se démobiliser de la zone d'exécution du présent marché et/ou de la zone dangereuse, et pourra suspendre immédiatement tout ou partie de l'exécution du présent marché.

Le Prestataire en informera sans délai l’AFD.

Le Prestataire devra, dans un délai maximal de sept (7) jours à partir de sa décision, justifier par écrit à l’AFD que sa décision était conforme aux termes du premier alinéa ci-dessus. Il précisera les motifs ayant entraîné sa décision, les conséquences prévisibles pour le présent marché, les mesures proposées pour minimiser ces conséquences et les coûts entrainés par cette démobilisation et / ou suspension.

Le Prestataire devra continuer de s’acquitter de ses obligations en vertu du présent marché et prendre toutes les dispositions pour minimiser les conséquences de sa démobilisation et d’une éventuelle suspension des prestations. Les parties déterminent en tant que de besoin d’éventuelles adaptations du présent marché pour assurer la poursuite de l’exécution des prestations.

Dans l’hypothèse où le Prestataire est définitivement empêché d’exécuter le présent marché, il sera fait application de l’article 31.1 du CCAG Prestations intellectuelles « *Difficultés d’exécution du marché* ». »

13.2. Dans l’hypothèse où le contexte sécuritaire de la zone d’exécution de la Prestation se dégrade et fait l’objet d’une classification en zone orange ou rouge par le Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères, le Prestataire aura l’obligation de suspendre la réalisation de la Prestation, et de transmettre son plan de sûreté

(i) à l’Ambassade(s) de France du (des) pays concerné(s) ou, si c’est applicable, aux autorités consulaires ou locales compétentes en regard de leur nationalité, en application de l’article 13 du Contrat, et

(ii) à un consultant spécialisé en sécurité désigné par l’AFD. Cet organisme transmettra au seul Prestataire des recommandations visant à la revue ou à la modification du plan de sûreté. Le Prestataire décide sous sa seule responsabilité des suites à donner à ces recommandations avant de reprendre la réalisation de la Prestation, ou de suspendre l’exécution du présent marché en application de l’alinéa précédent.

1. **LOI APPLICABLE – JURIDICTION**

Le droit applicable au présent Contrat est le droit français. Tout litige relatif à la validité, l’interprétation, l’exécution, la résiliation ou de l’une quelconque des clauses du Contrat sera porté devant les tribunaux de Paris compétents, s’il n’a pu être résolu à l’amiable.

Fait à Dakar, le XXX

En deux (2) exemplaires originaux, dont un (1) pour l’AFD.

POUR L’AFD POUR LE PRESTATAIRE

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Par : Mihoub Mezouaghi Par :

Titre : Directeur de l’agence de Dakar

**ANNEXE 1 – TERMES DE REFERENCE**

**CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES – TERMES DE REFERENCE**

**Agence Française de Développement,**

15 avenue Nelson Mandela, Dakar

téléphone: +(221) 33 849 19 99

**Concernant la prestation**

Recrutement d’un consultant pour un appui à la supervision de la délégation de fonds de l’Union Européenne dans le secteur de la formation professionnelle (métiers de la Mobilité et de la Culture)

**La procédures est estimée**

**République du Sénégal**

**Termes de référence**

*Consultance en appui à la supervision de la délégation de fonds de l’Union Européenne dans le secteur de la formation professionnelle (métiers de la Mobilité et de la Culture)*

1. **CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

**Préambule**

Depuis 2008, L’Agence Française de Développement est accréditée par l’Union Européenne pour gérer selon ses propres procédures les fonds qui lui sont délégués et dans une logique de redevabilité vis-à-vis de la Commission tout au long du cycle de projet.

**Présentation de l’instrument financier européen**

En 2026, le Sénégal accueillera la quatrième édition des Jeux Olympiques de la Jeunesse d’été (JOJ) à Dakar, Diamniadio et Saly. Il s’agira du premier événement olympique jamais organisé en Afrique. Le Sénégal, fort de sa jeunesse (52 % de la population a moins de 20 ans), considère les JOJ comme un catalyseur pour engager les jeunes, développer la politique du sport et de la jeunesse, et, au-delà, inspirer le continent dans ces domaines. En particulier, le Sénégal s’emploie à travailler l’héritage de ces Jeux, un héritage qui se veut riche et positif, avant, pendant, et après les Jeux, que ce soit sur le plan sportif, mais aussi social, économique, culturel, environnemental, ou encore sur le plan urbain, de l’innovation technologique et de la création artistique, et ceci de manière inclusive, pour toute la jeunesse sénégalaise, de Dakar comme des régions.

Dans ce cadre le Comité National Olympique et Sportif Sénégalais (CNOSS) a sollicité l’Union européenne pour travailler une des dimensions de l’héritage des JOJ : la question de la formation et de l’insertion professionnelles (employabilité), en accompagnant les filières et opportunités de métiers en lien avec ces Jeux. Une étude menée dans cette perspective a fait ressortir plus de 210 métiers correspondant à des profils très variés, en particulier les secteurs de l’événementiel, de la communication, de la sécurité privée, de l’hôtellerie, de la restauration, du transport, du BTP, des métiers verts, du numérique, ou encore les métiers culturels.

Sur cette base, la « Team Europe », sous le lead de la Délégation UE, en lien avec le Comité d’Organisation des JOJ (COJOJ) et le Ministère de la Formation Professionnelle, de l’Apprentissage et de l’Insertion, formulent un programme « Formation Professionnelle et Emploi – Horizon JOJ 2026 ».. La mise en œuvre de cette TEI, dont le document d’action a été approuvé en comité NDICI de l’UE en octobre 2022 et doté d’un montant total de 56MEUR mobilise d’une part la GIZ, d’autre part un groupement constitué de la coopération italienne (AICS), l’AFD et Lux dev (cette dernière en assurant la coordination)

L’objectif de cette action est le développement d’une offre pérenne d’orientation, de formation et d’insertion professionnelles de qualité et adaptée aux opportunités du marché du travail, pour renforcer les opportunités liées aux JOJ 2026 et leur héritage.

Les produits de cette action seront les suivants :

1. Les opportunités de formation professionnelle et d’emploi sont mieux communiquées à la jeunesse, notamment en matière de genre.
2. L’offre de formation de qualité et inclusive est renforcée et élargie, notamment pour des métiers liés aux JOJ 2026, en partenariat avec les acteurs économiques concernés.
3. L’accès des jeunes à un travail décent, y compris grâce à l’entrepreneuriat, est renforcé par le biais d’un continuum de services (communication, orientation, formation, insertion) déployés de manière intégrée pour la jeunesse.
4. Les valeurs de l’olympisme et de l’innovation sont intégrées dans les dispositifs de formation-insertion.

Le montant total de la subvention qui sera déléguée à l’AFD est de 6M€ (hors rémunération) au bénéfice de deux projets dans le secteur de la formation professionnelle, relatif aux métiers d’une part de la mobilité et d’autre part des Industries culturelles et créatives (ICC), plus particulièrement de l’audiovisuel et du spectacle vivant.

**Contexte et évolutions économiques/sociales/politiques justifiant le projet**

Le secteur des industries culturelles et créatives (ICC) est en plein essor au Sénégal et représente un moteur de croissance et de rayonnement pour le pays. La production audiovisuelle locale est de plus en plus dynamique ainsi que le paysage médiatique avec une montée en puissance des radios, des journaux en ligne et des chaînes de télévision publiques et privées. La culture sénégalaise est portée par des artistes de renom, ainsi que par un panel d'événements récurrents et de renommée internationale, publics et privés. Dans ce cadre, les Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ) de 2026, qui seront organisé dans le pays, seront un fort catalyseur de développement du monde sportif mais aussi culturel, et constitueront à ce titre une vitrine du savoir-faire sénégalais. C’est dans la perspective de maximiser la réussite mais aussi l’héritage de ces Jeux que le présent projet a été pensé.

En 2014, le Sénégal identifiait dans le Plan Sénégal Emergent (PSE) la forte contribution des transports et de la logistique au développement économique et à la satisfaction des besoins sociaux dans un pays en pleine croissance. Le transport est ainsi considéré comme un secteur économique à part entière permettant aux villes, par l’amélioration de leur fonctionnement interne et leur interconnexion, de jouer le rôle de pôle de développement territorial équilibré et durable à l’échelle de tout le pays et même de la sous-région ouest africaine. L’ambition de faire du Sénégal un hub logistique de la sous-région a entrainé le développement du secteur des transports, essentiel pour asseoir une économie compétitive et une croissance durable. Ainsi, d’importants investissements et réalisations ont été consacrés par le Gouvernement du Sénégal ces dernières années aux infrastructures et services de transports routier, ferroviaire, fluviomaritime et aérien. L’objectif ultime est de relever le défi de la croissance avec des infrastructures structurantes aux meilleurs standards, en développant un réseau intégré multimodal de transport. Ces ambitieux programmes d’investissement réalisés et prévus génèrent directement d’importants besoins de main d’œuvre qualifiée et par conséquent en formation. Afin de répondre à ces défis et dans la continuité des précédentes initiatives visant à soutenir la qualification des ressources humaines au Sénégal, l’AFD a octroyé en septembre 2022 deux financements pour développement d’un Réseau de Centres de Formation-Innovation sur les métiers de la Mobilité (projet RECFIM), un prêt souverain de 25MEUR et une subvention de 3MEUR. Considérant que le bon fonctionnement du secteur des transports est également un préalable à la réussite des JOJ 2026, l’AFD sera également délégataire d’une partie de la TEI pour compléter le plan de financement du projet RECFIM.

Par ailleurs, on estime que plus de 300 000 jeunes sénégalais(es) (500 000 estimés en 2025) arrivent chaque année sur le marché du travail, dans un contexte caractérisé par un très fort taux de jeunes femmes et hommes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (33,1 % chez les 15-34 ans – 44% des filles et 22% des garçons). Ainsi, investir dans la jeunesse, contribuer à la création d’emplois et ainsi à la stabilité du pays représente une priorité pour le Sénégal, rappelée dans la stratégie du Plan Sénégal Émergent (PSE), qui porte structurellement attention à la formation du capital humain, notamment par le biais d’une formation professionnelle « orientée vers le marché́ de l'emploi, à travers le développement et la décentralisation des opportunités de formation, […] et la diversification des filières ».

**Contribution et montant**

L’enveloppe de cette Team Europe Initiative se compose d’une contribution européenne de 22MEUR co-financé par le Luxembourg à hauteur de 4MEUR et des Pays-Bas pour 2MEUR (sans compte les financements parallèles, dont celui de l’AFD sur RECFIM).

Le montant total de la subvention qui sera déléguée à l’AFD est de 6M€ (hors rémunération) au bénéfice de deux projets dans le secteur de la formation professionnelle : 2,8M€ pour compléter le projet RECFIM dédié aux métiers de la mobilité et 2,8M€ pour sa déclinaison centrée sur les métiers des Industries culturelles et créatives (ICC), plus particulièrement de l’audiovisuel et du spectacle vivant.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° Projet | Nom du projet | Bénéficiaire | Montant total | Dont financement UE | Zone d’intervention |
| CSN1762 | Formation professionnelle dans les métiers de l’audiovisuel et du spectacle vivant | MFPAI, 3FPT, centres de formation professionnelle | 2,8MEUR | 2,8MEUR | Dakar et autres régions selon résultats des appels à projet |
| CSN1578 | Réseau de Centres de Formation-Innovation sur les métiers de la Mobilité | MFPAI, 3FPT, Centres de formation professionnelle | 30,8 MEUR | 2,8MEUR | Dakar, Diourbel, Tambacounda, Thiès |

**Principaux objectifs**

ICC :

La finalité du financement est de contribuer à l’emploi des jeunes femmes et hommes au Sénégal et à professionnaliser le secteur des ICC.

Plus spécifiquement, le financement aura pour objet de :

* Structurer une offre de formation de qualité et pérenne en renforçant le modèle pédagogique et économique de centres de formation professionnelle ;
* Renforcer la concertation public - privé autour de la formation professionnelle dans le secteur des ICC.

Le projet sera divisé en trois composantes mises en œuvre sur une période de cinq ans :

* La première composante se concentrera sur la modernisation de deux centres de formation professionnelle pré-identifiés lors de l’instruction du projet. Ces centres, de statuts privés non-lucratifs, seront accompagnés pour développer une offre de formation homologuée, améliorer leur modèle économique et leur fonctionnement interne et moderniser leurs infrastructures.
* La deuxième composante vise à consolider le dialogue PPP pour le secteur des ICC, en mettant notamment en place un cadre de concertation public-privé sur l'emploi et la formation professionnelle dans le secteur.
* La troisième composante permettra l'accompagnement et le développement d'une offre de formation homologuée au sein de nouveaux centres de formation professionnelle, qui seront sélectionnés sur appel à projet pendant la mise en œuvre du projet.

Le cadre de résultat du projet, validé avec les acteurs et parties prenantes, met par ailleurs l’accent sur (i) l’insertion comme moteur de toutes les activités du projet, (ii) une prise en compte systématique des enjeux de genre et (iii) la nécessaire pérennisation des activités menées, notamment la soutenabilité financière des modèles économiques des centres accompagnés

RECFIM

L’objectif général du projet est la mise en place d’un réseau de formations et d’initiatives de recherche et innovation diversifiées, dans le domaine des transports et de la mobilité des passagers et des marchandises, se concentrant sur les enjeux de formation des niveaux BAC-3 à BAC+2. La stratégie consistera à intervenir à trois niveaux:

* Former rapidement et en masse les personnes en activité dans le secteur informel, afin d’accompagner leur transition professionnelle dans le cadre d’un service des transports en pleine mutation au Sénégal;
* Préparer les jeunes générations aux évolutions technologiques et organisationnelles de ce domaine, ce qui nécessite des formations longues ;
* Mettre à niveau progressivement les professionnels grâce à la formation continue et à la validation des acquis de l’expérience.

Il s’agit de contribuer au développement et au pilotage d’une offre de formation professionnelle et technique sur les métiers de la mobilité, au plus près de l’évolution des besoins en compétences de ce secteur économique en pleine extension, notamment à travers :

• La construction de 3 nouveaux centres de formation professionnelle ;

• La mise à niveau de 4 centres de formation existants (équipements, locaux, formations) et la mise en réseau de tous les centres, avec un cadre de gouvernance et de pilotage en partenariat public-privé ;

• Le développement et le pilotage des contenus de formation des centres, pour une offre globale cohérente à l’échelle du pays;

• Le développement d’une offre de formation prenant en compte les besoins et les contraintes spécifiques des acteurs du secteur informel de la mobilité à Dakar.

**Organisation et pilotage du projet**

Les deux composantes mises en œuvre par l’AFD seront régies par les même modalités de pilotage.

Le Ministère de l’Economie, du Plan et de la Coopération (MEPC) sera le signataire des conventions de subvention au nom de la République du Sénégal et le Ministère de la Formation Professionnelle, de l’Apprentissage et de l’Insertion (MFPAI) sera maître d’ouvrage du projet. Ce dernier aura la responsabilité de la mise en place et du fonctionnement des instances de pilotage du projet (Comité de pilotage et Comité technique), comprenant l’ensemble des entités du ministère ayant un rôle à jouer dans le projet, et élargies aux acteurs publics (ministère de la Culture, pour les ICC) et privés impliqués dans la gouvernance des réseaux de centres. Le MFPAI a mis en place une Unité de Suivi et Coordination de Projet (USCP) pour le suivi de la mise en œuvre des deux projets.

Le 3FPT sera également un acteur important de ces deux projets, et signera à ce titre deux convention de rétrocession avec le MFPAI pour mettre en œuvre des actions de soutien techniques et financiers aux centres de formation professionnelle des secteurs concernés (mobilité et culture).

**Lien avec le recrutement d’un consultant pour la mise en œuvre / suivi / coordination du projet**

Dans ce contexte et pour l’appui au pilotage du projet et en plus de ses ressources humaines propres, l’AFD souhaite mobiliser un appui à la supervision pour faciliter le suivi technique et financier du projet en délégation de fonds de l’Union Européenne et permettre à l’AFD d’assurer ses engagements vis-à-vis de l’entité délégante et de ses co-délégataires.

1. **OBJECTIF DE LA MISSION**

**Présentation générale de la mission**

Le prestataire sera en charge d’appuyer l’équipe de l’AFD dans la gestion et du suivi de la bonne exécution du projet dans le but de limiter les risques liés à la mise en œuvre et de faciliter le respect des engagements pris vis-à-vis de l’entité délégante.

1. **DESCRIPTION DE LA MISSION**
2. **Principales activités**

De manière spécifique, il s’agira de :

* 1. ***Assurer la bonne mise en œuvre du projet au plan technique***
* Appuyer la supervision de la mise en œuvre de la délégation de financement dans le cadre des 2 projets, en lien avec le chargé des projets de formation professionnelle de l’agence AFD de Dakar (les chargés de mission FPT, transports et ICC) et le Responsable Equipe Projets de la Division Education Formation Emploi (basé à Paris) ;
* Appuyer les exercices de planification et le suivi de la bonne exécution dans les délais des activités programmées ;
* Assurer la coordination entre acteurs, notamment en organisant/participant à des réunions d’information / coordination / de sensibilisation et rédiger les comptes rendus correspondants ;
* Conceptualiser les outils nécessaires (cheklists, boîte à outils, guidelines et capitalisation sur les bonnes pratiques) permettant d’assurer un suivi efficace du financement ;
* Relire les documents techniques partagés par les partenaires (conventions, manuels de procédures, dossiers d’appel d’offres, etc.) et produire une analyse détaillée des documents en vue de leur validation par l’AFD ;
* Participer aux comités de pilotage et comités technique de suivi du projet ;
* Réaliser des missions de supervision terrain périodiques ;
* Appuyer l’organisation des missions de supervision du siège de l’AFD.
  1. ***Assurer la bonne mise en œuvre du projet au plan financier***
* Veiller à la cohérence de la programmation annuelle budgétaire avec le budget de l’action validé ;
* Veiller à l’adéquation du format de présentation du budget conformément aux exigences de l’UE ;
* Veiller à la bonne utilisation des fonds ;
* Rassembler les informations sur les budgets des parties prenantes au projet permettant de préparer les rapports annuels à l’UE ;
* Le cas échéant, préparer les audits pouvant être diligentés par l’UE.
  1. ***Reporting***
* Réaliser la production du rapport périodique d’activités du financement, conformément au format de reporting conventionnel défini dans la convention de délégation (a minima rapports officiels au format annuel + rapports de veille trimestriel) et ce, en compilant les éléments de reporting issus de chacun des projets ;
* Organiser l’évaluation à mi-parcours du projet et le contrôle ex-post des audits annuels ;
* Être identifié et agir comme point focal au sein de l’agence AFD pour l’UE et la DUE, notamment dans le cadre de leurs différents exercices de suivi/reporting (ROM, audits, etc…)
* En lien avec l’équipe projet, proposer dans les rapports d’activités le cas échéant de possibles améliorations du projet/programme.

Ces missions seront réalisées en étroite collaboration avec les autres partenaires au développement impliqués dans cette TEI, et notamment LuxDev qui assure la coordination du groupement dans lequel s’inscrit l’action de l’AFD.

* 1. ***Appuyer la communication interne et externe des activités du projet***
* Appuyer la définition des plans de communication respectifs de chaque projet et appuyer la mise en œuvre d’une communication harmonisée (ex : concevoir des templates des outils de communication, préparer/participer à des évènements de communication, etc.) ;
* Organiser, préparer et participer à des rencontres régulières avec la DUE et/ou LuxDev afin de faciliter une veille informative sur l’état d’exécution des activités du programme ;
* Représenter l’AFD aux évènements pertinents pour le programme (comité de pilotage, table ronde, conférences, etc.), en coordination avec les chargés de missions concernés en agence ;
  1. ***Participer au dialogue sectoriel sur la formation professionnelle***
* Assurer une veille sur le secteur de la formation professionnelle. Tenir à jour des notes sectorielles présentant les évolutions du secteur en lien avec les réformes, les projets de l’Etat du Sénégal, les interventions de l’AFD et des autres bailleurs ;
* Participer aux discussions avec les autorités sénégalaises et autres PTF sur les évolutions du secteur de la formation professionnelle ;
* Etre en veille sur les secteurs des mobilités et de la culture ainsi qu’en contact avec les milieux professionnels de ces secteurs, afin d’en connaitre les réalités. Participer à la rédaction des notes sectorielles internes AFD sur ces secteurs ;
* Préparer des éléments de langage pour la direction d’agence, le management AFD et/ou les missions du siège.

1. **Livrables**

Le prestataire devra soumettre à l’AFD :

* Un rapport trimestriel de ses activités, y compris une annexe avec son agenda et le temps passé ;
* Des rapports des missions de suivi sur le terrain.

1. **Relations contractuelles et positionnement hiérarchique**

Le contrat sera au temps passé.

Il sera conclu pour une durée de 2 ans, renouvelable (deux fois un an supplémentaires).

Le consultant travaillera sous la supervision directe de la Direction de l’Agence de Dakar, et sera intégré au sein du pôle SOC-CIT-Partenariat, en charge notamment des secteurs de la formation professionnelle et des ICC. Il travaillera en étroite collaboration avec les chargés de mission respectifs en agence, et le chef de projet basé au siège, à Paris.

1. **Questions administratives et logistiques**

Un programme de travail annuel / semestriel pourra être défini avec l’Agence pour chaque période en fonction des priorités de l’appui souhaité par l’équipe. Une priorité sera mise sur le volet Reporting à l’UE, devant être rendu dans les 2 / 3 mois suivants la fin de chaque année civile. Une mobilisation plus importante sera donc probablement attendue chaque premier trimestre.

Le Prestataire devra être basé à Dakar. Il disposera au sein de l’agence des facilités suivantes :

* un bureau ;
* un véhicule avec chauffeur de l’AFD pour des déplacements professionnels ponctuels dans le cadre de ses fonctions (Dakar et déplacement à Diamniadio et autre localités d’intervention) ;
* un ordinateur avec une adresse email AFD et l’accès au serveur AFD.

1. **COMPETENCES REQUISES**

Il est attendu un.e consultant.e individuel.le pour cette mission.

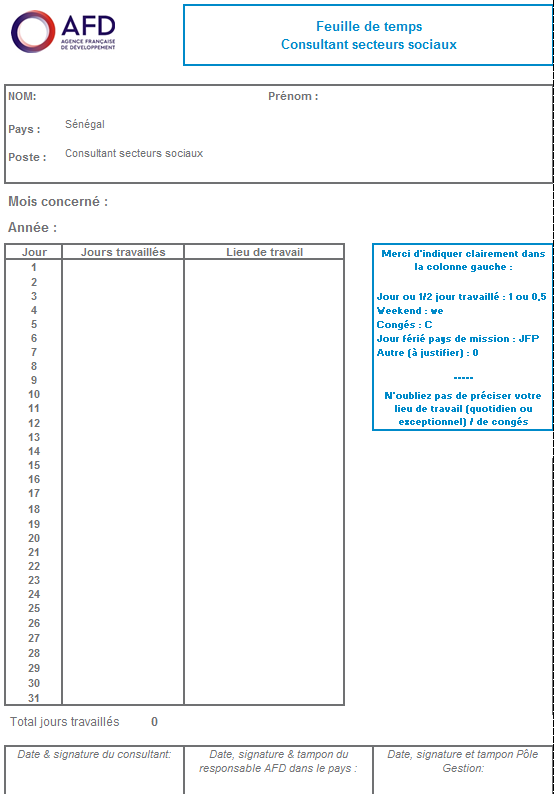
Il.elle devra disposer des qualifications et compétences suivantes :

* diplôme de niveau BAC + 5 en sciences politiques, sciences de l’éducation, ingénieur, ou équivalent, gestion de projet ;
* d’une expérience d’au moins 2 ans dans le développement, la gestion et le suivi de projets de développement ;
* d’une bonne connaissance de gestion de projet avec des fonds délégués de l’Union Européenne ;
* d’une bonne connaissance des attentes et outils de communication dans le cadre de la gestion d’une délégation de fonds ;
* dans la mesure du possible, d’une bonne connaissance des secteurs de la formation et de l’insertion professionnelle et/ou des industries culturelles et créatives, en particulier dans un pays d’Afrique subsaharienne et notamment d’Afrique de l’Ouest.

La prestation est estimée à 400 Jours / Hommes pour la période ferme, soit potentiellement 800 Jours / Hommes sur la période totale (reconductions incluses).

**ANNEXE 2 – PROPOSITION COMMERCIALE**

**ANNEXE 3 – LA FEUILLE DE TEMPS**

**ANNEXE 4 – RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE**

Les Parties ont en commun d’avoir respectivement entrepris une démarche globale de prise en compte des enjeux de développement durable, visant à concilier développement économique, équité sociale, protection de l'environnement, et pratiques de bonne gouvernance.

Les trois axes du développement durable :

* Axe économique : continuer à produire la richesse nécessaire à la population.
* Axe social : veiller à réduire les inégalités à travers le monde.
* Axe environnemental : préserver l’équilibre de l’environnement des futures générations.

### La RSE à l’AFD

L’AFD a adopté une politique de responsabilité sociale et environnementale afin d’intégrer les principes du développement durable à la fois dans sa gestion interne et dans ses financements. Cette politique se fonde sur les déclarations et conventions internationales relatives au développement durable auxquelles a adhéré le gouvernement français.

#### La RSE dans la gestion interne

Le développement durable est une exigence de premier ordre dans la gestion interne du groupe. Dialogue social, politique de mobilité et d’accompagnement du personnel, programmes de formation, jurisprudence interne, charte d’éthique professionnelle sont développés à la lumière des enjeux de la responsabilité sociale et environnementale (RSE).

En matière de protection de l’environnement, l’AFD a choisi de privilégier les « énergies propres »  pour la gestion de ses infrastructures, à son siège et dans les agences de son réseau. Elle entend ainsi participer à la réduction des émissions de CO2. Par ailleurs, l’AFD prévoit d’intégrer un processus de compensation des émissions de gaz à effet de serre.

L’AFD a également mis en œuvre un programme de réduction des déchets et de maîtrise de sa consommation d’eau et d’électricité. Les achats éco-responsables sont encouragés : papier recyclé ou issu de forêts certifiées notamment.

#### Des opérations à la lumière du développement durable

#### Le développement durable est devenu au fil des ans une composante essentielle des opérations de l’AFD. Les enjeux de protection de l’environnement et de responsabilités sociales sont désormais systématiquement pris en compte dans l’élaboration et la mise en œuvre des Projets.

#### Le secteur privé fait l’objet d’une attention toute particulière. Il est le principal moteur de croissance et contribue directement à l’atteinte des objectifs de lutte contre la pauvreté. Mais il peut aussi avoir des impacts négatifs sur l’environnement et sur la cohésion sociale.

#### Lutte contre la criminalité financière

L'AFD s'attache à lutter contre la criminalité financière et la corruption en renforçant les critères d’éligibilité aux prêts, en diffusant de bonnes pratiques et des outils anti-blanchiment dans le secteur bancaire.

L’AFD a créé en 2006 le département du contrôle permanent et de la conformité. Ce département est notamment chargé de la lutte anti-blanchiment : il émet un avis préalable à toute décision de financement. Le directeur du département est le correspondant désigné auprès de TRACFIN, la cellule de renseignement financier français pour la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

#### Les 8 composantes de la RSE à l’égard du secteur privé pour l’AFD

1. Prise en compte des contraintes environnementales locales en favorisant des prêts destinés à cofinancer les composantes et surcoûts environnementaux de programmes d’investissements industriels ou en infrastructures. Cela se traduit par la mise à disposition de lignes de crédit environnementales pour les banques partenaires.
2. Contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique en portant les efforts sur des projets d’efficience énergétique ou de traitement des déchets qui s’insèrent dans les mécanismes de Développement propre du Protocole de Kyoto.
3. Protéger la biodiversité en développant notamment certains sujets comme l’exploitation raisonnée de la forêt tropicale.
4. Favoriser le respect des droits sociaux directement dans les projets et en appuyant certaines filières dans le cadre du projet de renforcement des capacités commerciales (PRCC) du secteur textile au Cambodge, par exemple.
5. Contribuer à l’amélioration de l’éducation et de la formation en favorisant des partenariats publics-privés sociaux pour les projets d’enseignement secondaire ou supérieur privé et en poursuivant les actions en faveur de la formation professionnelle.
6. Améliorer la santé des populations liées à l’entreprise en promouvant des projets d’hôpitaux privés dans le cadre de partenariats publics-privés sociaux et en impliquant les entreprises dans la prévention du Sida.
7. Lutter contre la criminalité financière, d’une part, en renforçant les critères d’éligibilité, et, d’autre part, en mettant en place des outils d’appui : facilité anti-blanchiment de 5 M€, diffusion des bonnes pratiques en partenariat avec la Banque mondiale.
8. Contribuer à améliorer la gouvernance d’entreprise en contribuant au *Global Corporate Governance Forum* de la Banque mondiale pour se doter d’un certain nombre d’outils de formation et en participant activement aux efforts du Global Compact des Nations unies.

### La RSE dans le cadre du Contrat

Les Parties s’engagent à appliquer leur politique et leurs engagements respectifs liés à la RSE dans le cadre du Contrat.